

Ce que la guerre en Ukraine dit de la famine



Colonne de blindés

«Avec l'invasion russe, nous sommes confrontés au risque d'une famine imminente dans davantage d'endroits dans le monde», a alerté Michael Fakhri, rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation. Faut-il entendre par là des manques physiques de nourriture liés au fait que la Russie et l'Ukraine sont devenus, au cours des trois dernières décennies, des géants des exportations agricoles mondiales?

Ces deux pays représentaient en 2018-2020 respectivement 24% et 10% des exportations mondiales de blé, 14% et 13% d'orge, 2% et 15% de maïs, 23% et 50% d'huile de tournesol. Sans oublier les engrais: la Russie fournit 15% du marché mondial des engrais azotés et 17% pour la potasse.

De fait, après le 24 février, les prix des grains sur les marchés internationaux ont bondi, d'environ 20% entre janvier-février et mars. Et les commentateurs de rappeler les taux de dépendance très élevés de nombreux pays pauvres aux blés ukrainien et russe. La FAO liste une trentaine de pays où ce taux dépasse 30%. Tous situés en Afrique, au Proche-Orient ou en Asie centrale. En Egypte, au Liban ou à Madagascar, 75% des approvisionnements en blé reposent sur les deux pays en guerre. Pour l'Erythrée, c'est 100%.

S'agissant des quantités physiques: les principaux ports ukrainiens sont bloqués et minés. Il resterait dans les silos du pays 6 millions de tonnes de blé à exporter et 15 millions de tonnes de maïs, plus de l'orge et du tournesol. Pour le blé, les volumes manquants pourront être compensés sans trop de difficulté. L'Inde, qui a d'importants stocks à renouveler, a déclaré qu'elle était en mesure d'exporter quelque 8 à 10 millions de tonnes de blé. Et il y a une superbe récolte en Australie».

Quant au maïs, l'orge et le tournesol, c'est un problème de pays riches, en l'occurrence pour l'alimentation des élevages des Européens ou pour une huile prisée. Du côté russe, les cargaisons, jusqu'ici, sortent, même si les coûts du fret et des assurances se sont envolés.

Plus inquiétante est la campagne agricole 2022-2023. La prochaine moisson ukrainienne sera fatalement réduite par la guerre: s'il manque 15 millions de tonnes de blé et 25 millions de tonnes de maïs sur le marché mondial entre mi-2022 et mi-2023, ce sera compliqué.

Il est trop tard pour augmenter les récoltes ailleurs, la période des semis est passée. Sauf accident météorologique majeur, les stocks sont suffisants, en supposant que les Etats qui les détiennent, à commencer par la Chine, les mobilisent. En revanche, les prix seront élevés.

Il faut, ensuite, analyser l'exposition réelle des pays importateurs. Pointer des taux de dépendance au blé importé n'a aucun sens si l'on ne regarde pas, d'une part, ce que représente le blé dans les régimes alimentaires, et, d'autre part, la capacité d'un pays à assumer une hausse de son prix.

Ainsi, dans 25 pays d'Afrique subsaharienne (Cameroun, Tchad, Ouganda, Mozambique...), le blé représente moins de 10% des calories consommées. Dans une quinzaine d'autres états subsahariens réunissant 400 millions d'habitants, le blé est un aliment complémentaire (entre 10% et 33% des besoins caloriques) et en partie substituable par des aliments locaux (niébé, sorgho, manioc, igname...). Parmi ces pays, le Nigeria (200 millions d'habitants) et l'Angola (33 millions), deux gros exportateurs de pétrole, qui profitent à plein de la flambée des cours de l'or noir, ont les moyens d'assumer une crise du blé.

Quant aux pays très dépendants (où le blé représente un tiers ou plus de la ration calorique et où il est importé à plus de 50%), certains sont aussi de grands pays pétroliers, comme l'Algérie ou l'Irak. Ceux qui sont vraiment en mauvaise posture sont l'Égypte, la Tunisie, le Maroc, le Liban et le Yémen. Pour prévenir des émeutes de la faim, le filet de sécurité pèse très lourd sur les budgets publics, comme c'est le cas en Égypte où le pain est massivement subventionné.

Dans les nombreux pays pauvres peu dépendants du blé russe ou ukrainien mais très fragiles, les hausses des prix induites par le conflit actuel ne font qu'aggraver des situations dramatiques et installées de longue date. Une couche de plus. Voir le cas de l'Afrique de l'Ouest. Le nombre de personnes en crise alimentaire était estimé à 9,4 millions fin 2019. Un an plus tard, il était passé à 16,7 millions. Puis à 23,7 millions fin 2021, où l'on projetait 33,4 millions en juillet-août 2022. La nouvelle projection pour cet été, datée de mars dernier, s'établit à 38,3 millions, dont 2,7 millions en besoin d'aide alimentaire d'urgence, l'avant-dernier stade avant la famine.

Aux chocs météorologiques récurrents s'est ajoutée en 2020 la crise du Covid, avec toutes ses conséquences, dont les hausses des prix du carburant et autres biens importés liées à la reprise. Et à présent l'Ukraine. Mais de tous ces ressorts de la faim, le principal est la violence armée et l'insécurité qui sévit dans la région.

En France, des responsables agricoles font pression en ce moment pour une remise en cause des objectifs agro-écologiques de l'Union européenne (la stratégie dite «de la ferme à la fourchette») au motif que ses capacités d'exportation pour «nourrir le monde» doivent au contraire être renforcées. Le meilleur moyen de faire baisser rapidement la pression sur les prix agricoles, c'est de réduire notre production d'agrocarburants et notre consommation de viande, l'alimentation animale représentant dans nos pays l'essentiel de la demande de grains.

On peut aussi craindre qu'à court terme, l'aide alimentaire d'urgence ne fasse défaut. D'une part, les besoins ont augmenté. D'autre part, les prix du blé se sont envolés, si bien que sans renforcement de leurs moyens par les états donateurs, l'aide du Programme alimentaire mondial et les stocks de sécurité alimentaire mis en place par les pays vulnérables serviront moins de personnes. Enfin, la nécessaire assistance à l'Ukraine risque de se traduire par moins d'aide des Occidentaux pour le Sud. Quant au plus long terme, l'urgence pour les pays pauvres, outre le retour de la sécurité, c'est le renforcement de leurs capacités locales de production agricole et de leurs moyens de stockage pour faire face aux crises. Et non le passage de la dépendance du blé russe ou ukrainien au blé tricolore. Odieux opportunisme du lobby agricole français et de ceux qui l'écourent. Bienvenue dans le Nouveau Désordre Mondial.

Bruno Bourgeon <http://www.aid97400.re>

D'après Alternatives Economiques du 09 Mai 2022 (<https://www.alternatives-economiques.fr/guerre-ukraine-dit-de-famine/00103171>)